

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soircorruption@gmail.com

NOUVEAUX SCANDALES DE CORRUPTION INTERNATIONALE DANS LE SECTEUR PÉTROLIER

La justice britannique déclenche l'affaire «Sonatrach 3» !

Décidément, les grandes affaires de corruption internationale dans le secteur du pétrole ne sont pas près de se tarir : elles se suivent et se ressemblent, même si la dernière en date a une ampleur transnationale inégalée. Tout est partie d'une société pétrolière domiciliée à Monaco (minuscule territoire dans le sud de la France), dénommée Unaoil et propriété de riches Iraniens, société qui a joué les intermédiaires pour obtenir des marchés à un grand nombre d'entreprises internationales. Pour l'Algérie, ce sont les sud-coréennes Samsung et Hyundai qui ont gagné le gros lot auprès de Sonatrach...

Toutes les grandes agences de presse de par le monde ont relayé l'information, et ce, dès le 1^{er} avril 2016, et ce n'était pas un... poisson ! Les dirigeants de la société pétrolière monégasque Unaoil, dirigée par le très mondain clan Ahsani, ont été entendus mardi et mercredi 29 et 30 mars 2016 dans le cadre d'une enquête britannique sur une «vaste affaire de corruption aux ramifications internationales mettant en cause de nombreuses sociétés étrangères actives dans le secteur pétrolier», a annoncé le jeudi 31 mars la principauté de Monaco. Des perquisitions ont également été menées à leurs domiciles et au siège de la société, a précisé la direction des services judiciaires de Monaco dans un communiqué (voir encadré ci-dessous). Ces recherches et auditions ont été menées en présence de fonctionnaires britanniques à la suite d'une demande urgente d'entraide judiciaire internationale en matière pénale émanant du Serious Fraud Office (SFO, agence gouvernementale anti-corruption) du Royaume-Uni, précise-telle.

De son côté, le SFO s'est dit «au courant de ces allégations» mais «pas en mesure de confirmer ni d'infirmer» son implication dans cette affaire, a déclaré un porte-parole du SFO à l'Agence France Presse (AFP). Selon l'agence Associated Presse (AP), le gouvernement de la principauté de Monaco veut savoir comment un vaste scandale présumé de corruption impliquant une compagnie qui a son siège social sur son territoire a pu passer inaperçu pendant aussi longtemps.

Le ministre d'État monégasque, Serge Telle, a révélé à AP que son gouvernement se penche sur cette affaire, parallèlement à l'enquête judiciaire qui a été lancée. Il a

prévenu que les jours où Monaco était le théâtre de transactions financières louches sont terminés.

M. Telle, qui est en poste depuis janvier 2016, a ajouté que le fléau de la corruption doit être combattu sous toutes ses formes. Des rumeurs de malversations entourent Unaoil depuis des années, mais le gouvernement de Monaco n'a commencé à faire enquête que lorsque le Serious Fraud Office britannique s'est intéressé au dossier. M. Telle n'a pas voulu commenter l'affaire plus en détail, en raison du déroulement de l'enquête. Le FBI américain et les autorités australiennes ont également lancé des investigations autour de cette affaire.

Des millions de dollars en dessous-de-table

Unaoil se présente sur son site internet (www.unaoil.com) comme un fournisseur de «solutions au secteur de l'énergie au Moyen-Orient, en Asie centrale et en Afrique». La société a été citée mercredi 30 mars par le site américain Huffington Post et le groupe de médias australien Fairfax Media, qui affirment avoir consulté de nombreux mails et documents démontrant, selon eux, l'implication de l'entreprise dans une affaire de «corruption systématique du secteur pétrolier à l'échelle mondiale, distribuant des millions de dollars en dessous-de-table» pour le compte de très grandes entreprises du secteur.

Les journalistes citent notamment des groupes britanniques, italiens, américains, allemand, sud-coréens ou encore français et des responsables publics et fonctionnaires irakiens, libyens, iraniens, algériens ou encore émiratis qui seraient, selon leurs sources, impliqués.



Unaoil, Sonatrach, Samsung et Hyundai dans la même galère

Fairfax Media et The Huffington Post, qui ont enquêté pendant six mois, affirment que «des milliards de dollars de contrats publics ont été attribués directement à la suite de pots-de-vin versés pour le compte de très grandes entreprises comme le géant américain Halliburton ou les poids lourds coréens Samsung et Hyundai», ces 2 dernières pour le compte de Sonatrach. Les deux organes de presse estiment que «la divulgation d'une grande masse de documents confidentiels lève pour la première fois le voile sur l'étendue réelle de la corruption dans le secteur pétrolier et met en cause des dizaines de groupes, de hauts fonctionnaires et d'hommes politiques de premier plan au sein d'un réseau planétaire et sophistiqué de malversations et de versements de pots-de-vin». Fairfax Media et The Huffington Post se disent «en mesure de révéler comment Unaoil a découpé le marché pétrolier moyen-oriental et maghrébin (dont l'Algérie) au bénéfice de groupes occidentaux entre 2002 et 2012».

Selon ces deux médias, figurent au rang des personnages corrompus «deux ministres irakiens du pétrole, un intermédiaire lié au

président syrien Bashar el-Assad, de hauts responsables du régime libyen de Kadhafi, des figures du secteur pétrolier iranien, des hauts fonctionnaires des Emirats arabes unis ainsi qu'un opérateur koweïtien désigné par un surnom, «the big cheese», des dirigeants de Sonatrach, etc.».

Comme d'habitude, silence accablant de la justice algérienne

Selon la branche «Maghreb-Algérie» du The Huffington Post, dans un article publié le 1^{er} avril 2016 et intitulé «L'affaire Unaoil touche Sonatrach : des millions de dollars de pots-de-vin versés par Samsung et Hyundai», sous la signature de Hamdi Baala, des dirigeants de Sonatrach «ont perçu des commissions pour faciliter l'obtention du contrat de 600 millions de dollars pour rénover la raffinerie d'Arzew, accordé à Hyundai en 2008, ainsi que celui de la modernisation de la raffinerie de Skikda, accordé à Samsung en 2009 pour une valeur de 1,2 milliard de dollars». Il faut préciser que pendant cette période, le ministre algérien de l'Energie s'appelait... Chakib Khelil.

Toujours selon The Huffington Post, dans le cas de Sonatrach, les marchés attribués à Samsung et

Hyundai ont fait l'objet de la technique du lièvre – comme en athlétisme pour essayer de battre des records –, le lièvre bénéficiant d'une prime conséquente. Dans l'affaire algérienne, un des lièvres était la société espagnole Tecnicas Reunidas, rôle qui consistait à multiplier les soumissionnaires pour donner un cachet réglementaire à l'attribution du marché. On retrouve aussi dans ces investigations internationales menées par des médias Omar Habour, un intermédiaire algérien proche de Chakib Khelil. Habour est déjà cité par les juges de Milan dans l'affaire Saipem-Sonatrach : cette fois-ci, il aurait perçu avec un de ses acolytes des «pourboires» de 2 millions de dollars pour son «lobbying» notamment auprès de la société indonésienne Petronas.

Après ces révélations fracassantes au niveau international sur la corruption dans le secteur pétrolier, la justice algérienne, comme à son habitude, garde un silence accablant, en attente, dans le meilleur des cas, d'ordres venus d'ailleurs pour réagir.

Du côté du pouvoir algérien, il y aura certainement dans les prochains jours un «missionnaire» qui dénoncera ce «nouveau complot contre l'Algérie»...

Djilali Hadjadj

Le Premier ministre irakien veut une enquête judiciaire

Le Premier ministre irakien Haïder al-Abadi a appelé samedi 2 avril la justice à enquêter sur des allégations concernant de hauts responsables qui auraient touché des millions de dollars de pots-de-vin, aidant ainsi de grandes sociétés à décrocher des contrats pétroliers. M. Abadi a ordonné à la commission anticorruption de prendre «des mesures légales» et appelé la justice à enquêter sur ce scandale, a indiqué son bureau. L'affaire a éclaté au grand jour après la publication des résultats d'une enquête menée par The Huffington Post et Fairfax Media, qui ont eu accès à des milliers de documents internes de la société pétrolière Unaoil basée à Monaco. Le rapport révèle «l'implication de hauts responsables irakiens (...) dans la conclusion de contrats pétroliers entachés de corruption et de pots de vin, sous les précédents gouvernements», selon le communiqué du cabinet du Premier ministre.

AFP

Communiqué de la Direction des services judiciaires de la principauté de Monaco

A la suite d'une demande urgente d'entraide judiciaire internationale en matière pénale émanant du Serious Fraud Office (SFO) du Royaume-Uni, et conformément aux accords internationaux signés par la principauté de Monaco, il a été procédé à des perquisitions aux domiciles des dirigeants de la société monégasque Unaoil et à son siège en principauté. Les dirigeants de cette entreprise ont également été entendus les 29 et 30 mars 2016. Ces recherches et

auditions ont été menées en présence de fonctionnaires britanniques, dans le cadre d'une vaste affaire de corruption aux ramifications internationales mettant en cause de nombreuses sociétés étrangères actives dans le secteur pétrolier.

Les éléments d'enquête recueillis vont désormais être exploités par les autorités britanniques dans le cadre de leurs investigations. L'exécution de ces mesures, qui témoigne de la bonne coopération entre le SFO et les autorités

judiciaires monégasques, est intervenue en application de la Convention européenne relative à l'entraide judiciaire en matière pénale et de la Convention des Nations unies relative à la lutte contre la criminalité transnationale organisée.

De telles mesures d'entraide sont exécutées de façon régulière. La Direction des services judiciaires a reçu 119 requêtes de ce type au cours de l'année judiciaire 2014-2015, auxquelles il a été donné suite.